

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le dix-sept décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de La Salvetat-Peyralès, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur MARTY Paul, Maire.

Date de convocation : 10/12/2025

Date d'affichage : 10/12/2025

Étaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux : Paul MARTY, Joselyne EVANNO, Caroline MERIOT, Pierre MAUREL, Marie-Anne BALLIEU, David MARRE, Nathalie PRADELS, Pascal WILLEMS, Marie-Christine ANGEVIN

Absents : Francine MAIA, Jérôme JASON, Thierry VERGNES

Procurations : Jérôme JASON à Marie-Christine ANGEVIN

Secrétaire de séance : Joselyne EVANNO

Le compte rendu de la séance du conseil municipal du 25 août 2025 est adopté à l'unanimité.

PRESENTATION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2024

Délibération n° 2025-052

Monsieur le Maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'Assainissement Collectif. Il précise que le service Assainissement Non Collectif est géré par la Communauté de communes Aveyron Ségala Viaur (SPANC).

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante et faire l'objet d'une délibération. Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service. Il présente au conseil le rapport 2024.

Après présentation de ces rapports, le conseil municipal, à l'unanimité

- ADOPTE le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement Collectif de la commune de La Salvetat-Peyralès pour l'année 2024.

FIXATION DES CONTRE-VALEURS AU TITRE DES REDEVANCES POUR LA PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2026

Délibération n° 2025-053

L'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 portant sur la transformation du dispositif de redevances des agences de l'eau instaure à compter du 1er janvier 2025 la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable / systèmes d'assainissement collectif auxquelles sont assujetties les communes ou leurs établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable / d'assainissement des eaux usées.

En application du Décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau, la commune de la Salvetat-Peyralès doit définir la contre-valeur de la redevance pour la performance d'assainissement sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-4 ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 213-10-1 à L. 213-10-6, D. 213-48-12-1 à D. 213-48-12-13 ;

VU l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

VU la délibération du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour Garonne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 ;

VU la convention de mandat conclu sur le fondement de l'article L1611-7-1 du CGCT pour l'encaissement et le reversement de la part collectivité

Considérant que la commune de la Salvetat-Peyralès en sa qualité d'assujettie à la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, sera redevable envers l'agence de l'eau d'un montant égal au produit 1°) du

volume d'eau facturé aux personnes abonnées au service d'assainissement collectif, 2°) d'un tarif fixé par l'agence de l'eau et 3°) des coefficients de modulation ;

Considérant que l'Agence de l'eau Adour Garonne a fixé un tarif de **0.25 €HT (0.35 € en 2025)** par mètre cube pour la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2026;

Considérant que le coefficient de modulation correspondant à redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif est fixé pour l'année 2026 à la valeur de 0,40;

Considérant le montant forfaitaire maximal fixé par arrêté du 5 juillet 2024 pour la prise en compte, par la redevance d'assainissement, à hauteur de 3 €/m3 ;

Considérant que la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et que le montant de cette contre-valeur ne pourra pas dépasser le montant forfaitaire maximal précité.

Considérant qu'il appartient donc à la commune de la Salvetat-Peyralès de fixer le montant forfaitaire pris en compte dans la redevance d'assainissement au titre la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif prévue à l'article L. 213-10-6 du code de l'environnement, dont le service d'eau potable, par l'intermédiaire de son délégataire, est chargé d'assurer le recouvrement auprès des usagers et de lui reverser dans le cadre du mandat d'encaissement ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 :

FIXE à compter du 1^{er} janvier 2026 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, à : **0,10 € HT / m3 (0.25 € x 0.40) ;**

Article 2 :

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents et les actes administratifs nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

FETE 2025 : REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SPRE AU COMITE DES FETES

N° d'ordre : 2025-054

Monsieur le Maire, propose de rembourser les frais SPRE concernant la fête 2025 au comité des fêtes, organisateur de cette festivité. La note totale s'élève à 58.81 €.

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE

- DECIDE de rembourser la note de SPRE pour un montant TTC de 58.81€ concernant la fête votive 2025, au comité des fêtes, organisateur de cette festivité.

REMBOURSEMENT DE FRAIS A L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVE

N° d'ordre : 2025-055

Monsieur le Maire propose de rembourser à l'association des parents d'élève de l'école du Viaur (APE), la somme de 69.70 € correspondant à l'achat de matériels pour les classes.

APRES DELIBERATION LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE

- Accepte le remboursement de la somme de 69.70 € à l'association des parents d'élève de l'école du Viaur

PROJET THEATRE ECOLE : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

N° d'ordre : 2025-056

Monsieur le Maire expose la demande de l'association des parents d'élèves concernant une demande de subvention exceptionnelle pour un projet pédagogique théâtral à l'école du Viaur. Le coût du projet s'élève à 5087.47 €.

Considérant que la Mairie finance déjà les activités périscolaires à hauteur de 24 €/enfant, il est décidé d'accorder une subvention exceptionnelle de 2500 € pour l'année scolaire 2025-2026.

APRES DELIBERATION LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE

2 votes contre, 1 abstention, 9 voix pour

- Accorde une subvention exceptionnelle de 2500 € à l'association des parents d'élève de l'école du Viaur concernant le projet théâtral de l'école du Viaur pour l'année scolaire 2025-2026.

ACHAT DES PARCELLES G 736 ET G 737 DU LOTISSEMENT BELLEVUE

N° d'ordre : 2025-057

Monsieur le Maire rappelle la délibération du N° 2025-005 du 27 février 2025 concernant l'achat des parcelles G 736 et G 737 d'une surface de 1121 m² au prix forfaitaire de 20900 € appartenant à Mme SEGONDS Monique. Il informe le conseil que Mme SEGOND Monique étant décédée avant la signature de l'acte notarié, la parcelle appartient désormais à son héritier, M. SEGOND Philippe domicilié 186 rue Emile Dautet, 46130 LAVAL DE CERE.

Il propose donc au conseil de délibérer sur l'achat de ces parcelles au nouveau propriétaire.

Il rappelle la délibération n° 2025-004 concernant un don de M. GUILHEM Yves d'un montant de 10 000 € par l'achat de ces parcelles.

APRES DELIBERATION LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE

- ACCEPTE l'achat des parcelles G 736 et G 737 d'une surface de 1121 m² au prix forfaitaire de 20900 € à M. SEGOND Philippe domicilié 186 rue Emile Dautet 46130 LAVAL DE CERE
- AUTORISE le Maire et en cas d'empêchement de ce dernier la première adjointe à signer la proposition d'achat de ces parcelles avec l'agence immobilière IAD France représentée par Mme Andréa CHOQUET
- Choisit la SARL SCRIPTA MANENT, notaire à Rieuepeyroux pour réaliser cette acquisition et donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire, et en cas d'empêchement de ce dernier la première adjointe afin de signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette transaction.

ADHESION AU CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU CENTRE DE GESTION 12

N° d'ordre : 2025-058

Le Maire rappelle :

qu'en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986

Le Maire expose :

que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats la concernant.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ; non encore codifié ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

LE CONSEIL, APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE A L'UNANIMITE

ARTICLE 1^{er} : d'accepter la proposition suivante :

Assureur : **CNP Assurances**

Courtier : **Willis Towers Watson France**

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2026).

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) affiliés à la C.N.R.A.C.L.

²&Risques garantis :

- Décès
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service
- Longue maladie, maladie longue durée
- Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire
- Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Collectivités employant moins de 30 agents affiliés CNRACL

Garanties IJ 100%

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX
-------------------------	------

Tous les risques, avec une franchise de 10 jours sur la garantie Malade Ordinaire	6.12%
--	-------

ARTICLE 2 : **Délègue** au Centre de Gestion la gestion du contrat pour la période 2026-2029 (conseil, interface avec les divers interlocuteurs, actions en faveur de la maîtrise de l'absentéisme...), Les missions confiées au Centre de gestion sont détaillées dans une convention et font l'objet d'une participation financière annuelle due au Centre de Gestion pour chaque collectivité ou établissement public local assuré.

Ces frais s'élèvent à :
→ 0.25 % de la masse salariale assurée CNRACL

ARTICLE 3 : d'autoriser le Maire à signer les conventions en résultant.

ARTICLE 4 : D'autoriser le Maire ou son représentant à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

ARTICLE 5 : le Maire a délégation pour résilier (si besoin) le contrat d'assurance statutaire en cours.

PROTECTION COMPLEMENTAIRE SANTE LABELLISEE

N° d'ordre : 2025-059

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire santé de leurs agents ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 5 novembre 2025,

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire santé auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent,

La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires,

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité

- Le montant Mensuel de la participation à la complémentaire santé est fixé à 30 € par agent au 1^{er} janvier 2026
- Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget 2025.

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE PREVOYANCE DES AGENTS

N° d'ordre : 2025-060

Vu la délibération du 27 novembre 2024

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 (notamment les articles 2 et 4) ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 5 novembre 2025

A compter du 1^{er} janvier 2025, les collectivités territoriales et établissements publics ont l'obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents au titre du risque prévoyance. Cette mesure s'applique au bénéfice des fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'à celui des agents contractuels de droit public et de droit privé.

Les modalités de mise en œuvre de cette obligation légale sont fixées par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 qui prévoit notamment pour le risque prévoyance, une participation mensuelle pour chaque agent qui ne peut être inférieure à 20% du montant de référence fixé à 35€ soit 7€. Par ailleurs le décret définit les garanties minimales pour les risques incapacité temporaire de travail, invalidité et décès.

M. Le Maire rappelle que par délibération du 27 novembre 2024 le conseil municipal avait voté une participation de 7 € par agent. Il propose de modifier cette participation en la fixant à 20 € par agent au 1^{er} janvier 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE

- Le montant mensuel de la participation est fixé à 20 € par agent à compter du 1^{er} janvier 2026
- Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget 2026.

MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE LA GENDARMERIE : ATTRIBUTION DES OFFRES

N° d'ordre : 2025-061

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal l'opération « travaux de rénovation de la gendarmerie ». Il rappelle que l'appel d'offre en « procédure adaptée » comprenant 14 lots pour les travaux s'est déroulé du 1^{er} au 29 octobre 2025. Il précise que la commission d'appel d'offre s'est réunie le 1^{er} décembre 2025 pour l'ouverture des plis et l'analyse des offres. Il précise qu'une négociation sur les lots 2 et 8 a été organisée. De plus il précise que la commission a décidé de déclarer le lot 6 « serrurerie » sans suite pour insuffisance de concurrence.

Il présente au conseil le rapport d'analyse des offres ainsi que la proposition d'attribution des lots. Il précise que le marché global estimatif de base pour les lots ci-dessous s'élevait à 633 062,41 € HT. Après attribution des lots il s'élève à 539 655.52 € HT.

LOT	ENTREPRISE	ADRESSE	OFFRE RETENUE HT
1 - DESAMANTAGE-DEMOLITION	ISOLEA SARLU	2 Avenue des Artisans, 13150 TARASCON	65 797.48 €
2 - GROS ŒUVRE-VRD	SARL MOULY REY	ZA du puech, 12160 BARAQUEVILLE	65 000.00 €
3 - CHARPENTE-COUVERTURE	SAS BROUSSY ENERGIES	23 Avenue d'Occitanie, Les farguettes, 12390 MAYRAN	16 713.19 €
	G-BOIS	11 Zone Artisanale, 12390 RIGNAC	
4 - RAVALEMENT DE FAÇADE	SAS MEYNADIER FACADES	31 Rue des Alouettes 48000 MENDE	44 301.93 € (avec option enduit plutôt que peinture)
5 - MENUISERIES EXTERIEURES	SARL BARTHEZ CHRISTOPHE	ZA de l'Issart, 12800 NAUCELLE GARE	10 758.50 €
6 - SERRURERIE	Classé « Sans suite pour insuffisance de concurrence ».		
7 - MENUISERIES INTERIEURES	SARL BARTHEZ CHRISTOPHE	ZA de l'Issart, 12800 NAUCELLE GARE	49 879.42 € (avec option aménagement des cuisines.)
8 - PLATRERIE-ISOLATION	SARL LOUBIERE	PA de Cantaranne, 374 Rue des Landes, 12850 ONET LE CHATEAU	55 500.00 € (Sans option faux- plafonds refait en totalité.)
9 - FAUX-PLAFOND	SAS BELET ISOLATION RODEZ	34 Route du Bois Vert, 12510 OLEMPES	2 987.01 €
10 - CARRELAGE	SAS G12 CARRELAGE	Résidence Soleil d'Or, 3 Boulevard Ernest Cavalier, 12400 SAINT AFFRIQUE	7 116.15 € (Sans option carrelage dans la totalité des pièces.)
11 - ELECTRICITE-COURANT FORT ET FAIBLE	SARL NAUCELLE ELEC PULSAT	4 Zone de l'Issart, 12800 NAUCELLE GARE	65 273.80 €
	SARL BARRAU ET CIE	143 Avenue de Toulouse, 12160 BARAQUEVILLE	
12 - PLOMBERIE-CVC-CHAUFFAGE COLLECTIF	SAS BROUSSY ENERGIES	23 Avenue d'Occitanie, Les farguettes, 12390 MAYRAN	85 463.72 €

13 - PEINTURE	SAS GASTON PERE ET FILS	964 Rue de la Peyrinie, 12000 RODEZ	48 706.72 €
14 - REVETEMENT DE SOL SOUPLE	SAS GASTON PERE ET FILS	964 Rue de la Peyrinie, 12000 RODEZ	22 157.60 € (Avec option ragréage dans la totalité des pièces.)

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE

- Confirme la décision de la Commission d'appel d'offre concernant l'attribution des offres
- Autorise le Maire à signer les marchés publics ainsi que toutes pièces s'y rapportant
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2025

TRAVAUX PONT DE PANISSOUS : PLAN DE FINANCEMENT
N° d'ordre : 2025-062

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les travaux de sécurisation du pont de Panissous mitoyen avec la commune de Rieupeyrroux. La commune de La Salvetat-Peyralès assume la maîtrise d'ouvrage des travaux. Notre commune a pris en charge les travaux.

Les dépenses TTC liées aux travaux s'élèvent à 23 880,99 € TTC, réparties comme suit :

- Part de la commune de Rieupeyrroux : 11 940,50 €
- Part de la commune de La Salvetat-Peyralès : 11 940,49 €

Les dépenses seront supportées à parts égales par les deux communes. La commune de Rieupeyrroux a déjà réglé un montant de 740,06 € TTC, et la commune de La Salvetat-Peyralès a payé un montant de 23 140,93 € TTC pour le compte des deux communes.

Une subvention départementale FAL (amendes routières) de 9 642,50 € a été obtenue et répartie entre les deux communes. Les deux communes ont convenu de partager les coûts des travaux de manière égale, soit à hauteur de 11 940,50 € chacune. Cette subvention sera répartie comme suit :

- Part de la commune de Rieupeyrroux : 4 821,25 €
- Part de la commune de La Salvetat-Peyralès : 4 821,25 €

Le FCTVA sera récupéré pour moitié par chaque commune, sur la base du montant figurant au compte 2151 à l'issue de la refacturation des dépenses.

Le montant total de la participation de la commune de Rieupeyrroux aux travaux de sécurisation du Pont de Panissous est de 11 940,50 € TTC. Cependant, ce montant doit être ajusté en tenant compte des dépenses déjà réglées par Rieupeyrroux et des subventions reçues.

Ainsi, sur la quote-part de 11 940,50 € TTC :

- Montant déjà payé par Rieupeyrroux : 740,06 € TTC
- Part de la subvention départementale FAL affectée à Rieupeyrroux : 4 821,25 € TTC

Le solde restant dû par la commune de Rieupeyrroux à la commune de La Salvetat-Peyralès s'élève à :

11 940,50 € TTC - 740,06 € TTC - 4 821,25 € TTC = 6 379,19 € TTC

Ce solde de 6 379,19 € TTC sera payé par la commune de Rieupeyrroux à la commune de La Salvetat-Peyralès. Un titre de recette sera émis par la commune de La Salvetat-Peyralès pour formaliser ce paiement.

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDEA L'UNANIMITE

- Sollicite la commune de Rieupeyrroux à hauteur de 6379.19 € pour financer les travaux de sécurisation du pont de Panissous mitoyen avec la Salvetat-Peyralès
- Autorise le maire à passer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et de partage des coûts des travaux avec la commune de Rieupeyrroux

RELIQUAIRE DE MONTOU
N° d'ordre : 2025-063

Monsieur le Maire fait informer le conseil municipal que des reliquaires de l'église de Montou sont actuellement détenus par la paroisse de Rieupeyrroux. Après consultation de la DRAC, il est proposé de rapatrier ces reliquaires dans l'église Sainte-Croix de la Salvetat-Peyralès.

• LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE

- Autorise le rapatriement des reliquaires de l'église de Montou, entreposé au Presbytère de Rieupeyroux dans l'église de Sainte-Croix de la Salvétat-Peyralès

DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT A L'ECOLE POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

(En application de l'article 332-23-1° du code général de la fonction publique)

N° d'ordre : 2025-064

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article 332-23-1° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Considérant qu'il est nécessaire de créer un emploi à temps non complet pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir entretien des bâtiments communaux, surveillance cantine et garderie scolaire.

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE

1 vote contre, 9 voix pour

- La création d'un emploi d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique territorial pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période allant du **1^{er} janvier 2026 au 31 août 2026 inclus**.
- Cet agent assurera des fonctions d'agent d'entretien des bâtiments communaux, surveillant de cantine et garderie scolaire à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de **15.75 heures**.
- La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 367 du grade d'adjoint technique territorial.
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

APPROBATION DU NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR D'AVEYRON INGENIERIE

N° d'ordre : 2025-065

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'à l'initiative du Département et de l'Association Départementale des Maires de l'Aveyron et en vertu de l'article L. 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été décidé de créer une Agence Départementale sous la forme d'un Etablissement Public Administratif.

L'article L. 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier ».

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a été décidé d'adhérer à Aveyron Ingénierie et de s'acquitter d'une cotisation annuelle ainsi que de désigner un représentant au sein de l'Assemblée Générale de l'Agence.

Monsieur le Maire précise au Conseil Municipal qu'Aveyron Ingénierie s'est dotée d'un nouveau règlement intérieur qui va notamment permettre de ne plus signer de convention spécifique pour chaque

Mission. Il convient donc d'approuver ce règlement intérieur valant acceptation du cadre et des modalités d'intervention de l'Agence.

Compte tenu de l'adhésion de la commune par convention au service instructeur d'Aveyron Ingénierie et du fait de la substitution de cette convention par le règlement intérieur, il convient donc de confirmer l'adhésion au service instructeur de l'Agence.

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

- Confirme son adhésion à l'Agence Départementale Aveyron Ingénierie ;
- Confirme adhérer au service proposé par l'Agence Départementale d'instruction réglementaire des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol relevant de la compétence de la Commune adhérente, dans le cadre des articles L.422-1 à L. 422-8, R.410-5, et R.423-15 à R.423-47 du Code de l'Urbanisme, service désormais régi par le règlement intérieur de l'Agence ;
- Approuve le règlement intérieur de l'établissement public concernant les relations entre l'Agence et ses adhérents tel qu'annexé à la présente délibération ;

TRAVAUX GENDARMERIE : RELOGEMENT DES GENDARMES

N° d'ordre : 2025-066

Vu la délibération du Conseil Municipal autorisant la réalisation des travaux de rénovation de la caserne de gendarmerie de La Salvétat-Peyralès,

Vu la nécessité de reloger temporairement les gendarmes de la caserne pendant la durée des travaux, qui devraient débuter en janvier 2026 et durer entre 9 à 12 mois,

Vu l'engagement de l'État à continuer de verser le loyer de la caserne à la mairie durant cette période,

Vu les obligations de la mairie de prendre en charge le relogement des gendarmes pendant cette période,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et les dispositions applicables à la gestion du patrimoine immobilier communal,

M. Le maire informe le conseil que la commune relogera quatre gendarmes dans des appartements communaux (trois appartements dans l'immeuble communal de la Boriette, un appartement dans l'immeuble communal de la place de l'église). Deux autres gendarmes seront relogés dans des locations de propriétaires privés sur Rieupeyroux dont les loyers et les cautions seront pris en charge par la mairie.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et les explications sur les modalités de location et de financement du relogement des gendarmes,

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE A L'UNANIMITE

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer des baux de location pour 3 logements à Rieupeyroux destinés à reloger les gendarmes de la caserne de La Salvétat-Peyralès pendant la durée des travaux de rénovation.
- D'engager la commune à prendre en charge pendant toute la période de relogement :
 - Les loyers des appartements loués à des propriétaires privés
 - Les cautions desdits logements,
 - Les frais d'agence immobilière le cas échéant nécessaires à la mise en place des baux de location.
- D'autoriser le maire à signer une convention avec l'État précisant les modalités du relogement et précisant que le loyer de la caserne continuera à être versé à la mairie pendant la période des travaux, ce qui permettra de financer les frais liés au relogement des gendarmes.
- De donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la signature des baux, ainsi que pour procéder à toutes les formalités administratives et financières liées à cette opération.

RELOGEMENT DES GENDARMES : LOCATION D'UNE MAISON

N° d'ordre : 2025-067

En l'absence de M. le Maire, Marty Paul

Vu la délibération du Conseil Municipal autorisant la réalisation des travaux de rénovation de la caserne de gendarmerie de La Salvétat-Peyralès,

Vu la nécessité de reloger temporairement les gendarmes de la caserne pendant la durée des travaux, qui devraient débuter en janvier **2026** et durer entre 9 à 12 mois,

Vu l'engagement de l'État à continuer de verser le loyer de la caserne à la mairie durant cette période,

Vu les obligations de la mairie de prendre en charge le relogement des gendarmes pendant cette période, **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et les dispositions applicables à la gestion du patrimoine immobilier communal, Mme la première adjointe rappelle la délibération 2025-066 concernant le relogement des gendarmes pendant les travaux de rénovation de la gendarmerie. Elle indique que M. Le Maire a proposé la location de sa maison située 42 route de Carmaux pour reloger, le cas échéant, un des gendarmes sur la commune, les autres étant relogés dans 3 appartements communaux et 2 appartements privés de Rieupeyroux.

Elle propose de soumettre au conseil municipal la proposition de location de M MARTY avec un loyer de 500 € mensuel et ce à compter du 1^{er} février 2026. La caution est de 500 €.

APRES DELIBERATION LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE

Le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Madame EVANNO Joselyne, 1^{ère} adjointe, à signer, en cas de besoin, au nom de la commune un bail de location concernant la maison située au 42 route de Carmaux et appartenant à M. MARTY Paul à compter du 1^{er} février 2026 avec un montant de loyer de 500 €.
- Précise que cette location sera destinée à reloger un gendarme de La Salvétat-Peyralès pendant la durée des travaux de rénovation de la caserne
- De donner tous pouvoirs à Madame EVANNO Joselyne, 1^{ère} adjointe, pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la signature de ce bail, ainsi que pour procéder à toutes les formalités administratives et financières liées à cette opération.

CREANCE IMPAYEE : ADMISSION EN NON VALEUR

N° d'ordre : 2025-068

Monsieur le Maire, présente une requête de la perception concernant des produits irrécouvrables.

Le comptable expose qu'il ne peut recouvrer le titres N° 183 émis en 2025 à l'encontre de M. NAKONECHNYI Vladislav, d'un montant de **138 euros**.

En conséquence, le comptable demande l'allocation en non-valeur de ces titres.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter l'allocation en non-valeur du titre N° 183/2025 émis à l'encontre de M. DA SILVA François-Xavier pour un montant de **138 euros**

- Autorise le mandatement de cette somme au compte 6817 du Budget communal 2025.

BUDGET PRINCIPAL : DM 2-2025

N° d'ordre : 2025-069

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D 2041512 : Subv GFP de rattach. - Bâtiments et install		900.00 €		
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées		900.00 €		
D 21538 : Autres réseaux		2 000.00 €		
D 2158-568 : PANNEAU AFFICHAGE ELEC		15 000.00 €		
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		17 000.00 €		
D 231-579 : ACCESSIBILITE ECOLE		120 000.00 €		
D 231-584 : TRAVAUX FOIRAIL	155 000.00 €			
D 231-598 : RENOVATION EGLISE STE CROIX		20 000.00 €		
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	155 000.00 €	140 000.00 €		
D 45812 : Opération sous mandat		11 200.44 €		
TOTAL D 4581 : Opérations sous mandat		11 200.44 €		
R 10222 : FCTVA				2 900.00 €
TOTAL R 10 : Dotations, fonds divers et réserves				2 900.00 €
R 45822 : Opération sous mandat				11 200.44 €
TOTAL R 4582 : Opérations sous mandat				11 200.44 €
Total	155 000.00 €	169 100.44 €		14 100.44 €
Total Général		14 100.44 €		14 100.44 €

Signataires :

LOCATION DE LA SALLE DU FOIRAIL

N° d'ordre : 2025-070

Monsieur le Maire, informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de délibérer sur la location de la salle du foirail.

Il propose de louer la salle aux particuliers au tarif de 80 € avec 200 € de caution à compter du 1^{er} janvier 2026.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- Décide de fixer à 80 € le tarif de location de la salle du foirail à compter du 1^{er} janvier 2026.
- Fixe à 200 € la caution de la salle du foirail

INFORMATIONS DIVERSES

- Création de 4 logements HLM au lotissement le Pradel approuvé par le conseil municipal (1 contre)
- Hangar photovoltaïque
- Situation travaux école
- Eglise remboursement TVA
- Point PLUI vote de la communauté de communes
- Voirie 2026 à présenter pour fin janvier
- WC handicapé
- Vœux 2026 auront le 10 janvier
- Plus de panneaux à 30 sur la commune sans autorisation du conseil municipal
- Projet EPAGE animation au Viar
- Réflexion sur le centre de secours